

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45000 ORLÉANS

ORLÉANS, le 30/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PDG PLASTIQUES**

Route de Sermaises  
ZI - secteur 2  
45330 LE MALESHERBOIS

Références : n°69 /2023  
Code AIOT : 0010004197

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2023 dans l'établissement PDG PLASTIQUES implanté Route de Sermaises ZI secteur 2 45330 LE MALESHERBOIS. L'inspection a été annoncée le 06/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle annuel de l'inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PDG PLASTIQUES
- Route de Sermaises ZI secteur 2 45330 LE MALESHERBOIS
- Code AIOT : 0010004197
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PDG PLASTIQUE est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 2 mai 2000 une usine de transformation de matières plastiques située Z.I. Route de Sermaise sur le territoire de la commune LE MALESHERBOIS.

Cette société est spécialisée dans la fabrication d'emballages en matières plastiques plus précisément de préformes et de soufflage de bouteilles à partir de billes de polyéthylène

téréphtalate (PET).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- identification des zones de dangers
- détection mise en place sur les zones de danger
- conformité des moyens de lutte contre les incendies
- vérification du bon fonctionnement des moyens de lutte incendie
- conformité des installations électriques
- conformité des installation de protection contre la foudre
- conformité des dispositifs de rétention des eaux incendies
- état des stock
- conformité de l'entreposage des matières
- gestion des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Point 1 : Zonage des dangers	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.2.2.	/	Sans objet
2	Point 2 : Bâtiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.3.1.	/	Sans objet
6	Point 6 : Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.3.2.	/	Sans objet
7	Point 7: zones ATEX	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.3.2.1.	/	Sans objet
8	Point 8 : Dispositif de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.3.3.2.	/	Sans objet
9	Point 9 : Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.6.6.	/	Sans objet
14	Point 14 : Justificatif de valorisation des déchets	Code de l'environnement du 30/01/2023, article D543-284	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Point 3 : Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.6.3.	/	Sans objet
4	point 4 : Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.6.2.	/	Sans objet
5	Point 5: Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 8.2.3.	/	Sans objet
10	Point 10 : Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I, article 2.3.2.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Point 11 : Stockage sous bâtiment	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 8.1.1.	/	Sans objet
12	Point 12 : Stockage en cuves ou silos	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 8.1.2.	/	Sans objet
13	Point 13 : Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 5.1.2.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Zonages des dangers internes à l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, plan de zonage des dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats : (C1) Les consignes à observer dans les zones identifiées à risque ne sont pas indiquées à l'entrée des zones identifiées sur le plan des zonage de danger daté du 18/11/2019.</b></p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant dispose d'un plan de localisation des risques élaboré en 2019 qui identifie les zones à risques incendie, explosion gaz, explosion par surpression et toxique.</p> <p>Le local d'entreposage des huiles hydrauliques et de GRV d'antigel est identifié comme à risque d'émanations toxiques. A l'entrée du local, aucune information n'est indiquée sur la présence de ce risque et aucune consigne n'est rappelée à l'entrée du local.</p> <p>Le local de recharge des chariots électriques est signalé sur le plan comme à risque d'explosion. En effet le chargement des batteries (particulièrement celles constituées au plomb-acide) dégage un gaz explosif : l'hydrogène. Dans ce local est présent un extracteur d'air qui n'est pas asservi à un capteur de concentration d'hydrogène et son alimentation électrique n'est pas non plus sécurisée. Aucune information sur le risque d'explosion n'est indiquée à l'entrée de cette zone.</p> <p>Les bâtiments B, C et G (stockage de matières) sont classés à risque incendie. A l'entrée de ces bâtiments doivent être rappelées les consignes de sécurité notamment l'interdiction d'apporter toutes sources d'ignition sans autorisation (permis feu).</p> <p>La zone des ESP n'a pas été contrôlée par l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Bâtiments et locaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, détection incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.  Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.  A l'intérieur des bâtiments, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
<b>Constats : (C2) La porte coupe-feu située entre les bâtiments de stockage C et D n'est pas fonctionnelle.</b>
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté un plan de localisation détaillé des détecteurs incendie réalisé par la société CEGELEC en mai 2020. Sur ce plan figure une légende indiquant la présence de <ul style="list-style-type: none"><li>• déclencheurs manuels</li><li>• détecteurs optiques</li><li>• détecteurs multi-capteurs</li></ul> Le dernier contrôle du bon fonctionnement de ces capteurs a été réalisé par la société DEF (Détection Électronique Française) le 28 et 29 mars 2022. Dans son rapport, le contrôleur conclut à un bon fonctionnement du système de détection incendie.  Les bâtiments de stockage des produits sont séparés par des murs coupe feu 2h et les passages équipés de portes coupe-feu. Ces portes coupe-feu ont également été contrôlées par la société DEF en mars 2022. Un problème mécanique sur la porte coupe feu entre les magasins C et G a été diagnostiqué. L'exploitant a présenté un devis signé pour la réparation de la porte mais les travaux n'ont pas encore été réalisés (société Normacadre).  L'inspection a pu constater que les allées étaient maintenues libres et permettaient la bonne évacuation du personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.6.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ressources en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le besoin en eau d'extinction incendie est estimé à 420 m<sup>3</sup>/h, soit 840 m<sup>3</sup> pendant deux heures.</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une réserve incendie d'un volume de 735 m<sup>3</sup> alimentée par le réseau d'adduction publique et dotée de 5 lignes d'aspiration, dont les caractéristiques sont les suivantes:</li> <li>* 2 groupes de 2 lignes d'aspiration et 1 groupe d'une ligne d'aspiration de 100 mm,</li> <li>* la distance entre les 3 groupes de lignes d'aspiration doit être de 6 mètres,</li> <li>* la hauteur d'aspiration est de 6 mètres maximum,</li> <li>* la longueur d'aspiration est de 8 mètres maximum,</li> <li>* les crépines devront se situer à 0,3 m minimum en dessous de la surface du bassin à son niveau le plus bas,</li> <li>* les crépines se situeront à 0,5 m minimum du fond du bassin</li> </ul> <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* les mesures nécessaires sont prises pour entretenir la réserve incendie, et pour éviter que des matières quelconques obstruent les crépines lors des mises en aspiration.</li> <li>• un poteau incendie de 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar,</li> <li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li> <li>• des robinets d'incendie armés ;</li> <li>• d'un système de détection automatique d'incendie dans l'ensemble des bâtiments exposés au risque d'incendie.</li> </ul> <p>La réserve d'eau dispose d'une aire de stationnement pour trois engins (résistance de 16 T) de 144 m<sup>2</sup> (8 m x 18 m par engin) directement accessible par la voie carrossable, située à au moins dix mètres de tout bâtiment.</p>
<b>Constats : (C3) L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du débit du poteau incendie situé en face de l'entrée, route de Sermaise.</b>
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une réserve incendie d'un volume de 735 m<sup>3</sup> équipée de 5 lignes d'aspirations conformes aux dispositions de l'article. Cette réserve est parfaitement accessible par les services de secours.</li> <li>- d'un poteau incendie (PI) route de Sermaise en face de l'entrée principale du site. Toutefois l'exploitant n'était pas en mesure de justifier du débit du PI.</li> <li>- d'un grand nombre d'extincteurs bien répartis sur l'ensemble des bâtiments.</li> <li>- de RIA</li> <li>- d'un système de détection incendie sur l'ensemble des bâtiments.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2020, article 7.6.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, entretien des moyens de lutte contre les incendies
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ces derniers sont vérifiés a minima selon une fréquence annuelle. En cas de dysfonctionnements diagnostiqués, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires dans les meilleurs délais. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas d'observation sur ce point.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté : <ul style="list-style-type: none"><li>- le rapport de la société LUCAS Sécurité du 9 décembre 2022 attestant que l'ensemble des extincteurs (83) ont fait l'objet d'une vérification du bon fonctionnement. Sur ce rapport l'inspection relève que 3 extincteurs n'étaient pas accessibles (46 à 48) lors du contrôle. Au cours de la visite, l'inspection a pu constater que ces 3 extincteurs sont désormais accessibles.</li><li>- le rapport de la société LUCAS Sécurité du 8 décembre 2022 attestant que l'ensemble des trappes de désenfumage ont été contrôlées. Le rapport indique qu'une trappe est hors service (RDC bureau du bâtiment A). L'exploitant a présenté un devis signé du 23/12/22 pour la réfection de la trappe.</li><li>- le rapport de la société DEF attestant que le système de détection a été contrôlé du 28 au 29 mars 2022. Le système est en bon état.</li></ul> Ces contrôles sont également mentionnés sur le registre de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 8.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle des dispositifs de prévention contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions suivantes sont mises en œuvre pour prévenir le risque incendie : <ul style="list-style-type: none"><li>- contrôle annuel des installations électriques ;</li><li>- contrôle annuel de la thermographie infrarouge ;</li><li>- présence d'un système de sécurité incendie, pourvu de détecteurs automatiques d'incendie avec report d'alarmes et signal d'évacuation, contrôlé annuellement ;</li><li>- présence de dispositifs de désenfumage contrôlés annuellement (surface minimale de 60 m²) ;</li><li>- présence d'extincteurs et de RIA en nombre suffisant, contrôlés annuellement ;</li></ul> Les anomalies relevées lors des contrôles précités font l'objet d'un plan d'action. Une voie pompiers de 6 mètres de large minimum permet l'accès aux façades Nord et Ouest. Une aire de retournement réservée aux véhicules pompiers est prévue à l'Ouest du bâtiment. Deux emplacements pompiers (4 m x 15 m) adaptés au Nord du bâtiment G et à l'Est du bâtiment E permettent une intervention des Services de Secours à toutes les portions du bâtiment, ainsi que l'attache d'une échelle permettant l'accès à la toiture.
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas d'observation sur ce point.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté : <ul style="list-style-type: none"><li>- les rapports de contrôle des installations électriques réalisé par Bureau Véritas du 21 au 24 novembre 2022.</li><li>- le rapport de contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge réalisé par Bureau Véritas le 1er septembre 2022.</li><li>- le rapport de la société DEF attestant que le système de détection a été contrôlé du 28 au 29 mars 2022.</li><li>- le rapport de la société LUCAS Sécurité du 8 décembre 2022 attestant que l'ensemble des trappes de désenfumage ont été contrôlées.</li><li>- le rapport de la société LUCAS Sécurité du 9 décembre 2022 attestant que l'ensemble des extincteurs (83) ont fait l'objet d'une vérification du bon fonctionnement.</li></ul> Lors de la visite, l'inspection a constaté que les accès et voiries permettent l'accès aux façades Nord Est et Ouest des bâtiments. Ces voiries permettent également le retournement des véhicules pompiers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<b>Constats : (C4) L'exploitant n'est pas en mesure d'attester que les installations électriques sont en bon état et ne peuvent pas entraîner un risque incendie ou d'explosion à l'issue des réparations.</b>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a fait contrôler du 21/11/2022 au 24/11/2022 les installations électriques par le bureau de contrôle Bureau Véritas (BV).</p> <p>Les rapports produits à l'issue des contrôles font apparaître des écarts sur l'installation de basse et très basse tension.</p> <p>En complément de son rapport, BV a produit un Q18 qui conclut que les installations électriques sont susceptibles d'entraîner un risque d'incendie ou d'explosion lié à 16 écarts aux normes électriques.</p> <p>Le zonage ATEX n'a pas été fourni au contrôleur des installations électriques. Par conséquent l'adéquation du matériel électrique dans ces zonages n'est pas avérée.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan d'action mis en œuvre afin de remettre en état les installations électriques. Sur le rapport de contrôle de BV, chaque point fait l'objet d'un commentaire manuscrit qui indique que la réparation a été faite ou fait référence au devis des réparations sollicitées auprès de CEGELEC.</p> <p>En complément, l'exploitant fait réaliser un contrôle des installations par thermographie infrarouge. Le dernier contrôle a permis de constater 3 défauts de priorité 1 pouvant entraîner un risque d'incendie. D'après l'exploitant les défauts ont été corrigés.</p> <p>Toutefois l'exploitant n'est pas en mesure d'attester que ces installations ne sont plus en mesure d'entraîner un risque incendie. (nouveau Q18 à produire)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Zones ATEX

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.3.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, adaquation des installations électriques et zonage ATEX
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les zones où des atmosphères explosives définies conformément à l'article 7.2.2. peuvent se présenter, les appareils doivent être réduits au strict minimum. Ils doivent être conformes aux dispositions du décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.
<b>Constats : (C5) L'exploitant n'est pas en mesure d'attester de la conformité des installations électriques avec la norme ATEX dans la zone de recharge des chariots élévateurs.</b>
<b>Observations :</b> Le plan de zonage des dangers fait apparaître une zone ATEX au droit de la salle de recharge des chariots électriques. Lors du contrôle des installations électriques le zonage ATEX n'a pas été fourni au contrôleur BV. Par conséquent l'adéquation du matériel électrique au zonage ATEX n'est pas avérée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Dispositif de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.3.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle des dispositifs de protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]           Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
<b>Constats : (C6) L'exploitant n'a pas levé les non-conformités du rapport Bureau veritas du 19/12/22 dans un délai d'un mois.</b>
<b>Observations :</b> Le contrôle complet des installations de protection contre la foudre a été réalisé le 11/08/2021 par le bureau de contrôle BV. Le dernier contrôle visuel des installations de protection contre la foudre a été réalisé le 19/12/22 par le bureau de contrôle BV. Dans son rapport du 20 décembre 2022 le bureau de contrôle relève des incohérences entre le matériel installé et le matériel prescrit dans l'ETE.           Une demande de diagnostic auprès de la société CEGELEC (Installateur du système de protection et rédacteur de l'ETE) a été faite début janvier par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Protection des milieux récepteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.6.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, protection des milieux récepteurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés, via des vannes de barrage, à un bassin de confinement d'une capacité de 980 m <sup>3</sup> , étanche aux produits collectés. Le bassin est maintenu à un niveau permettant de recevoir en toute circonstance le volume d'eau à confiner en cas d'incendie. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.11 du présent arrêté traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.
<b>Constats : (C7) L'exploitant n'est pas en mesure d'attester que le niveau du bassin permet la rétention de 980 m<sup>3</sup></b>
<b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence du bassin mais aucun repère de niveau permet de vérifier que le bassin est en mesure de retenir 980 m <sup>3</sup> .  Lors de la visite, l'inspection a testé la manœuvrabilité des vannes de confinement. Le test s'est avéré concluant.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 10 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, annexe I, article 2.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks des matières combustibles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas d'observation sur ce point.
<b>Observations :</b> A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté un état des stocks des produits combustibles et substances dangereuses présentes le jour de l'inspection : Stockage de matières combustibles : <u>Magasin 1 (bâtiment B) :</u> Produits finis (préformes) = 3459 m <sup>3</sup> Box métaux + palettes bois = 1050m <sup>3</sup> <u>Magasin 2 (bâtiment C):</u> Produits finis (préformes) = 3417 m <sup>3</sup> Cartons = 341 m <sup>3</sup> <u>Magasin 3 (bâtiment G):</u> Produits finis (bouteilles + préformes) = 3893 m <sup>3</sup> Matières premières : colorants, cartons, housses plastiques = 560 m <sup>3</sup>  <u>Stockage extérieur (granulés plastiques) = 1013 m<sup>3</sup></u>  <u>Stockage silos : 692.8 m<sup>3</sup></u>  <u>Stockage de palettes sous chapiteau : 1400 m<sup>3</sup></u>  <u>En ce qui concerne les substances dangereuses :</u>  <u>Local huile :</u> Huiles : 2600 litres Eaux usagées (bac de nettoyage) : 500 litres Liquide de refroidissement : 1200 litres  <u>Local outillage :</u> Acétone : 25 litres
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Stockage sous bâtiment**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 8.1.1.			
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, plan d'entreposage			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet			
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les stockages de produits finis existants respectent les prescriptions prévues par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, selon les modalités définies à l'annexe V dudit arrêté.</p> <p>Les zones de stockage des produits finis et semi-finis sous bâtiment sont les suivantes :</p>			
Bâtiment	Matières stockées	Hauteur de stockage maximale	Capacité de stockage
Bâtiment B	PET* produits finis et cartons	5,6 m	9 192 m <sup>3</sup> , dont 7 660 m <sup>3</sup> de PET
Bâtiment C	PET produits finis et colorants	5,6 m	8 580 m <sup>3</sup> dont 7 865 m <sup>3</sup> de PET
Bâtiment D <u>Zone tampon</u>	Divers (palettes, bois, cartons, PET préformes)	2,8 m	230 m <sup>3</sup> -10 m <sup>3</sup> cartons - 20 m <sup>3</sup> palettes bois - 200 m <sup>3</sup> PET
Bâtiment G	PET produits finis et semi-finis sur palettes bois	5,6 m	11 440 m <sup>3</sup>
* PET : polyéthylène téréphtalate			
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas d'observation sur ce point.			
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection a vérifié que les hauteurs d'entreposage étaient respectées dans les bâtiments B,C et G.            Aucun dépassement des hauteurs prescrites n'a été constaté.</p>			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet			

**N° 12 : Stockage en cuves ou silos**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 8.1.2.						
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, plan d'entreposage						
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet						
<b>Prescription contrôlée :</b> Les cuves se stockage sont disposées à l'extérieur des bâtiments, et présentent les caractéristiques suivantes :						
	Volume (m³)	Hauteur (m)	Type	Matières stockées	Capacité de stockage (T)	Rubrique
Silo 1	90	13	Vertical extérieur	PE	70	2662
Silo 2	90	13	Vertical extérieur	PE	70	2662
Silo 3	110	16	Vertical extérieur	PE	90	2662
Silo 4	110	16	Vertical extérieur	PE	90	2662
Silo 5	90	13	Vertical extérieur	PE	75	2662
Silo 6	90	13	Vertical extérieur	PE	75	2662
Silo 7	90	13	Vertical extérieur	PE	75	2662
Silo 8	90	13	Vertical extérieur	PE	75	2662
Silo 9	90	13	Vertical extérieur	PE	75	2662
Silo 10	90	13	Vertical extérieur	PE	75	2662
Silo 11	90	13	Vertical extérieur	PE	75	2662
Silo 12	90	13	Vertical extérieur	PE	75	2662
Silo 13	90	13	Vertical extérieur	PE	75	2662
Silo 14	90	13	Vertical extérieur	PE	75	2662
Silo 15	90	13	Vertical extérieur	PE	75	2662
<b>TOTAL</b>	<b>1 390 m³</b>				<b>1 145 T</b>	
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas d'observation sur ce point. <b>Observations :</b> Sur le site, l'inspection a pu constater la présence de 4 silos au nord (2 sont plus haut de quelques mètres) et 11 silos coté Ouest. <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite <b>Proposition de suites :</b> Sans objet						

### N° 13 : Séparation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 5.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, tri des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques adaptées à leur nature et à leur dangerosité. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas d'observation sur ce point.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté une cartographie des déchets triés sur le site et les exutoires associés. Les déchets dangereux et non dangereux sont bien séparés pour faciliter leur traitement ultérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 14 : Justificatif de valorisation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/01/2023, article D543-284
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, attestations annuelles de tri et/ou valorisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. [...]
<b>Constats : (C8) L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les attestations annuelles de tri et/ou valorisation prévues à l'article D543-282 du CE pour les déchets non dangereux.</b>
<b>Observations :</b> A la demande de l'inspection l'exploitant a indiqué ne pas disposer des attestations annuelles de tri et/ou valorisation prévu à l'article D543-282 du CE relatif aux déchets non dangereux pris en charge.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet